



Journal de la section de Suresnes et Saint - Cloud du parti communiste

## À l'occasion de leur niche parlementaire, les députés communistes et ultramarins de la Gauche démocrate et républicaine ont pu faire adopter 5 textes.

La journée aura été fructueuse, pour les députés du groupe de la Gauche démocrate et républicaine (GDR) et pour le peuple. **Ce jeudi 5 juin, à l'occasion de leur niche parlementaire, les élus communistes et ultramarins ont pu faire adopter cinq textes sur six.** « Le groupe GDR est fier de sa journée d'initiative parlementaire », déclare Stéphane Peu, député PCF et co-président du groupe à l'Assemblée. **En plus du coup de tonnerre de l'adoption de la résolution visant à abroger la réforme des retraites de 2023 menée par Élisabeth Borne et de l'adoption de la loi en faveur du versement des allocations sociales dès le premier enfant, trois autres textes ont été adoptés.**

Dans les cinq départements et régions d'outre-mer (DROM), l'expérimentation de l'encadrement des loyers en zone tendue a ainsi été votée à l'unanimité. Une fois la loi promulguée, les communes volontaires pourront profiter de cette mesure. Prévu par la loi ÉLAN adoptée en 2018, cet encadrement n'inclut pas les DROM.

Dans ces départements, le prix du loyer est en moyenne plus élevé que dans l'hexagone, avec un écart atteignant les 10 % en Guyane. Frédéric Maillot, député Pour La Réunion, pointe par exemple « des loyers qui augmentent de 35 % en moyenne » dans sa région. « Chez nous, tous les voyants sont au rouge. Nous avons 70 % des ménages réunionnais qui sont éligibles au logement social, voire très social. » La proposition de loi, initialement déposée par la sénatrice socialiste Audrey Bélim, avait été votée à l'unanimité par le Sénat le 5 mars dernier.

Une résolution pour la restitution de la double dette d'Haïti

L'Assemblée et les députés GDR se sont ensuite attaqués aux défaillances judiciaires en outre-mer. À 59 voix pour et 6 contre, les députés ont voté la création d'une

commission d'enquête portant sur les dysfonctionnements obstruant l'accès à une justice adaptée aux justiciables ultramarins. « Il faut oser le dire sans détour : le service public de la justice en outre-mer n'est pas seulement en difficulté. » « Il est en état de sous-administration chronique, de relégation organisée », insiste Davy Rimane.

**Le député GDR de la Guyane critique un système judiciaire « inégalitaire », et une inaction qui dure depuis « des décennies ».** Dans la proposition de résolution tendant à



créer la commission d'enquête, il requiert « un accès égal à toutes les prestations de justice ». Il soulève aussi des problématiques spécifiques aux territoires ultramarins comme l'articulation entre règles coutumières et règles de droit commun, la tradition orale et le multilinguisme, l'éloignement du juge ou encore les frais de déplacement des avocats souvent trop élevés pour les revenus des habitants. En 2020, le PIB par habitant à Mayotte ne s'élevait qu'à 9 700 euros, près de 25 000 de moins que la moyenne nationale.

Dans la soirée, les députés GDR ont obtenu un nouveau succès. Par 53 voix contre 9 (toutes issues de l'extrême

droite), la résolution visant à la réparation par la France de la « double dette » haïtienne a été adoptée. Cette double dette est le nom donné à la somme demandée par la France à Haïti en dédommagement des pertes causées par l'insurrection haïtienne du début du XIX<sup>e</sup> siècle, en échange de son indépendance.

La résolution invite le gouvernement à « prendre en considération des demandes de remboursement et à étudier le processus de restitution de la « double dette » imposée à Haïti ».



Paule Ballut

**Devant eux, Paule Ballut a fait le point de la situation dont nous publions des extraits.**

Les travaux de la première réhabilitation qui s'est terminée en 1991 se sont

soldés par une dégradation des performances énergétiques des bâtiments de la cité jardin. Le ravalement, fait par sablage, pour faire des économies à endommagé les briques qui ont de ce fait perdue leur pouvoir isolant. Il aurait fallu, à minima, les recouvrir de produit protecteur isolant : mais trop cher pour l'office départemental ! Le maire M. DUPUY, (...) à son avant dernier conseil 1999 questionné par mes soins a reconnu enfin sa responsabilité et celle de l'office départemental.

**Il est aujourd'hui nécessaire de faire des travaux pour augmenter les performances énergétiques, et mettre un terme à ces appartements envahis, selon leur orientation, par les moisissures.** Ils ne vont pas nous faire croire, que plus de 25 ans après, alors qu'il a eu des avancées technologiques importantes, qu'il n'y a pas des produits encore plus performant qui peuvent faire le job !

**Il faut que ces travaux se fassent de façon à préserver la qualité de vie des locataires actuels et sans réduire le patrimoine de logements sociaux alors que la demande est très forte avec une population qui subit l'austérité.**

Le bénéfice pour les locataires serait double : réduction de la consommation d'énergie et garder intact ces bâtiments reconnus « site classé Patrimonial remarquable

Aujourd'hui que nous présente t-on ? Une REHABILITATION LOURDE, permettant de louer au prix du neuf, dès lors qu'il y a nouveau contrat de location avec un nouveau locataire avec des moyens plus élevés. Vous qui êtes présents vous n'êtes pas dupes : c'est pour changer la population que M Boudy et HDSH agissent contre nous qui habitons là depuis des années ! Le premier projet était , non pas de mettre tout le monde à la rue comme on nous a accusé de propager cette idée, mais de déménager toutes les familles dans des logements gardés volontairement vides pour après réhabilitation, loger de nouvelles familles. Lors de la première

réunion en janvier, il n'était pas question d'un 2e déménagement, c'est-à-dire le droit au retour. (...)

NON, nous ne voulons pas de leur Réhabilitation présentée succinctement au conseil municipal de sept 2024 et au public le 24 janvier Vaillant-Jaurès encore plus cinctement.

OUI, nous avons besoin de travaux, nous le clamons depuis tant d'année !(...) Nous avons gagné une première avancé avec un droit au retour avec une prix au m<sup>2</sup> préservé mais il reste beaucoup de zones d'ombre . Les locataires doivent être entendus dans leurs revendications collectives et individuelles.

Par exemple, nous refusons que cette Réhabilitation conduise à diminuer le Patrimoine social.

- 1) Dans leur Projet, **c'est 120 logements sociaux qui du fait des travaux (ascenseurs et autres) disparaîtraient** du fait de la diminution des surfaces,

-2) **sans compter ceux qu'ils veulent transformer en logements intermédiaires** donc beaucoup plus chers et dont on ne connaît pas le nombre !

-3) **C'est aussi 72**, (en janvier le maire avait indiqué 117 logements) qu'ils réhabiliteraient sur les fonds publics **pour les vendre à des propriétaires privés** donc, en BRS (Bail Réel Social) pour faire passer la pilule !

Nous ne sommes pas contre les BRS, mais qu'ils se fassent dans des constructions neuves : des BRS et moins de logements à des prix exorbitants construits par les promoteurs !

La question des charges. Les travaux terminés **nous n'accepterons pas une augmentation en bas de la quittance de loyer** :(...)

Nous voulons aussi la garantie que les travaux soient conduits rapidement, pas comme la rénovation du Foyer Carnot qui dure depuis 5 ans!

**On le voit, avec ce projet, le retour ne sera pas pour tout le monde !**

**NON ça ne passe pas, nous refusons ce déficit de logement social** au profit d'une part des locataires dit intermédiaire car où irons ceux qui gagnent le SMIC ou sont en recherche d'emplois ? Où iront les familles monoparentales en grande difficulté, où iront tous ceux, très nombreux qui gagnent le smic ou à peine plus ?

Que ces messieurs nous fassent une proposition de constructions neuves pour des logements sociaux à hauteur de 192 pour remplacer ceux de la Cité-Jardins qu'ils sacrifient. Actuellement 2 500

demandes de logement suresnoises sont faites : par des jeunes couples qui ne veulent plus habiter chez leurs parents, par des gens se privant de tout pour payer leurs loyers trop chers dans le privé, par des gens vivant dans des appartements insalubres etc.

**Au lieu de résidences à plus de 10 000 euros le m2, M. BOUDY, pourrait construire des bâtiments pour ces populations qui ont un peu plus de moyens!**

Ils pourraient comme Rodolphe et moi le demandions aux conseils municipaux tous les ans au moment de l'examen du Budget que **soit exigé dans les constructions privées un pourcentage de logements réservés à des logements sociaux.** Dans les municipalités près de nous comme Nanterre, Gennevilliers, cela se fait (...).

Grâce à notre lutte depuis des mois nous avons gagné le principe, du droit au retour pour les familles qui le souhaitent. Cela montre qu'on peut faire bouger les choses. **NOUS EXIGEONS QUE LE DOSSIER SOIT REMIS SUR LA TABLE NOUS VOULONS UNE AUTRE REHABILITATION !**

Nous avons demandé au Maire et à Hauts de Seine Habitat qu'une ou plusieurs réunions soient organisées pour non seulement répondre à toutes nos questions **mais qu'on puisse vraiment faire bouger les choses !**

Nous avons beaucoup de questions et de propositions.

Pour cela, nous devons nous organiser collectivement : **nous avons donc créé une AMICALE DE LOCATAIRES INDECOSA CGT que nous allons structurer,**

Cela nous permettra - d'assister aux réunions de Hauts-de-Seine Habitat, de participer au vote du protocole d'accord pour les travaux de Concorde-Kellog, - d'exiger un protocole d'accord collectif pour les batiments briques rouges, car pour le moment c'est en tête à tête famille/HDSH que c'est prévu.

**Nous exigeons aujourd'hui une reunion avant la fin juin 2025!**

Vous voyez que nous pouvons faire évoluer les choses donc continuons la lutte, le combat. Nous allons donc ensemble faire un communiqué de Presse à l'issue de ce RDV.

Nous allons écrire au Maire, à HDSH nos exigences.

**Nous allons adhérer à INDECOSA CGT pour nous défendre ensemble.**

# Suresnes

## La spéculation immobilière masquée

À Suresnes, 87 route des fusillés de la résistance, surgissent sous l'égide des sociétés Novaxia et Icade, 32 logements grâce à un remembrement foncier permis par la municipalité de droite au profit des promoteurs.

Il s'agit d'un investissement de 15 millions d'euros sur une parcelle, d'un peu plus de 1.000 m<sup>2</sup> qui rapportera beaucoup plus.

Les sociétés Novaxia et Icade se vantent d'un recyclage urbain à Suresnes pour créer de nouveaux logements de qualité, avec renaturation de la parcelle, dans une démarche de végétalisation de la ville et en réponse concrète à la crise du logement. » Monsieur Boudy le Maire de Suresnes a-t-il exigé une mixité sociale ? Nous savons que non car il laisse le champ libre aux promoteurs.

Ceux-là déclarent recycler un foncier sous-utilisé en un actif résidentiel de qualité, tout en apportant une réponse durable aux enjeux liés au logement et même un soutien à la culture et à l'économie sociale et solidaire (ESS). **Le rêve non ?**

**Mais n'y avait-il pas là l'occasion pour M. Boudy de faire construire des logements sociaux en accession à la propriété ?**



## Un Rastignac suresnois.

Monsieur Iacovelli qui a quitté le parti socialiste pour rejoindre le macronisme signe désormais ses messages : Vice président du sénat et publie une photo où il est aux côtés du président Gérard Larché soutien du LR Retailleau. Ce caméléon de la politique usurpe même le titre du journal socialiste "le Suresnois" publié dans les années 1958-1983 pour entretenir l'ambiguïté chez les citoyens.

Mais ses passages à la télévision pour soutenir sans réserve les choix de la droite macroniste doivent décevoir les suresnois. Son rapprochement récent avec le LR Bernard Larcher lui permet de devenir vice président du sénat. Une vraie trajectoire de Rastignac très soucieux de "s'intégrer dans la haute" (Rastignac est sur wikipédia !).

Cela nous renvoie à ses ambitions municipales à Suresnes pour lesquelles il n'hésite pas à s'allier avec des gens de droite de tous poils comme messieur Amirouche Laidi (UDF) et Yoann Corvis issu de LR contre le Maire Boudy du parti horizon d'Édouard Philippe.

La population de Suresnes a besoin d'autres élus que ces réactionnaires anti sociaux.

**Une autre option s'offre à eux : la gauche rassemblée en construction avec notamment Jérôme Pellerin écologiste, de Génération Écologie, le PS et pour le PCF Rodolphe Balensi Paul Ballut .**

**Dernière nouvelle :** Les sénateurs majoritairement de droite ont voté majoritairement contre la proposition de loi instaurant un impôt plancher de 2% sur les patrimoines des ultrariches. **M. Iacovelli a voté CONTRE !** (Mme Florennes s'est abstenue!)

## Les communistes désignent leurs premiers candidats pour figurer sur la liste d'union de la gauche aux municipales de 2026.

L'assemblée générale des adhérents du PCF à Suresnes vient de désigner Paule Ballut et Rodolphe Balensi comme "chefs de file" des communistes sur la liste d'union de la gauche pour les élections municipales de mars 2026.

Pour rappel en 2020 tous deux figuraient sur la liste : "**Tous Ensemble à Gauche Pour Suresnes**".

Et tous deux ont une expérience d'élus dans l'opposition depuis 2008 face à l'ancien maire M. Dupuy et son équipe dans laquelle siégeait M. Boudy.

Impliqués dans plusieurs commissions, ils ont concrètement œuvré notamment sur les questions de logements : réhabilitation (déjà) et attributions en soutenant des dossiers.

**Ils seront donc sur la liste Suresnes sociale et écologique.** Cette dernière en cours de constitution se réunit une fois par semaine dans des séances de travail avec en vue de proposer une autre politique de la ville au service de toute la population dans les domaines du logement, de l'éducation et des loisirs des enfants, de la culture, de la santé, du sport, des équipements etc. Et un vrai développement des espaces verts et de la rénovation thermique pour combattre le changement climatique.



# FRANCE & MONDE

## Palestine : PCF et OLP lancent une alliance internationale

PARIS

Ce mercredi, place du Colonel-Fabien s'est tenu une conférence internationale, point de départ à une Alliance pour les droits du peuple palestinien alors que l'horreur se poursuit à Gaza.

Des représentants des forces progressistes internationales, d'organisations syndicales, des acteurs de la société civile, des universitaires, juristes, parlementaires issus de nombreux pays se sont retrouvés, mercredi, sous l'égide du PCF et de l'Organisation pour la libération de la Palestine (OLP) à Paris, pour former une Alliance internationale pour la reconnaissance des droits du peuple palestinien.

En introduction, le secrétaire national du PCF, Fabien Roussel, a sonné l'alerte : « Le peuple palestinien est victime de massacres, du nettoyage ethnique, de crimes contre l'humanité. Il est victime d'un génocide orchestré par le gouvernement d'extrême droite israélien de Netanyahu. Il est temps d'agir concrètement pour faire cesser cette barbarie ! »

Après une journée d'échanges, co-organisée par le PCF et l'OLP, qui a rappelé son rôle de « représentante unique et légitime du peuple palestinien » par

opposition aux terroristes islamistes du Hamas, une déclaration finale a été adoptée.

### « Un État indépendant, démocratique et laïc »

Parmi les 10 points listés, le tout premier consiste à exhorter « toutes les consciences humaines à se dresser pour mettre fin à l'entreprise génocidaire engagée par le gouvernement israélien à Gaza ». Le texte rappelle que « la question palestinienne représente un enjeu de libération nationale et d'émancipation humaine », et que la libération nationale du peuple palestinien s'inscrit « dans le long combat des peuples arabes et des peuples du Monde pour l'indépendance et contre le colonialisme, le racisme et l'antisémitisme ».

Saluant les efforts de la France et de l'Arabie saoudite pour la reconnaissance aux Nations unies d'un État palestinien, les participants à la conférence internationale se positionnent pour un État palestinien « indépendant, démocratique et laïc ».

« Les otages israéliens et les prisonniers politiques palestiniens doivent être libérés », ajoute la déclaration finale tout en saluant « le courage du peuple palestinien » et « les hommes et les femmes qui agissent avec détermination en faveur de la liberté, de la démocratie et du droit dans le monde, y compris en Israël ».

L.P.



### L'ONU dénonce le choix d'Israël de priver les Gazaouis « des moyens de leur survie »

Le chef des affaires humanitaires de l'ONU a estimé mercredi que les dizaines de personnes tuées mardi dans la bande de Gaza, alors qu'elles essayaient d'accéder à un centre de distribution de nourriture, sont le « résultat de choix délibérés ».

Avec le PCF je passe à l'action !

- J'adhère au Parti Communiste Français
- Je souhaite recevoir l'Éveil numérique
- Je souhaite recevoir les informations générales du PCF

Nom : ..... Prénom : .....  
 Adresse : .....  
 Courriel : ..... Tél. : .....

À retourner : PCF Espace Pagès 42 bis rue de Verdun 92150 Suresnes  
 Tél : 06 44 74 40 87  
 Courriel : pcf.suresnes@wanadoo.fr ou PCFSuresnes@gmail.com



Pour accéder au blog de la section du PCF utiliser ce QR CODE